LE GRAND NARBONNE
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

COMMUNE DE CAVES

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
DU CAPTAGE DE LA GALERIE DU MERLAT

DOSSIER DEFINITIF

PIECE N°1 :
DELIBERATIONS

Maître d'ouvrage :
Le Grand Narbonne

Narbonne le :

Signature :

06/06/2012 CREATION XB NC a
Date(s) Nature des modifications Dessiné Vérifié Ind
L’an **deux mil six, le dix huit octobre à dix sept heures trente**, le Conseil Municipal de la Commune de CAVES, dûment convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Paul BROCH, Maire.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 3 août 2006

Présents : Jean DESMIDT, Georges LANGOUSTET, Francis BARREDA, Laurence OLIVRY, Renée MAYRARGUE, Jean-Louis BARREDA, Guy CZALETZ, Bernard DEVIC.

Absent excusé : Anne-Marie BRIOTTET, Robert JUMELLE.

Absent :

Secrétaire de séance : Laurence OLIVRY.

Nombre de conseillers : 11 - En exercice : 11 - Présents : 9 – Pour : 9

**OBJET : Alimentation en eau potable à partir du captages par galerie du Merlat.**

Instauration des servitudes d’accès aux ouvrages.

Demande d’ouverture de l’enquête en vue de la déclaration d’utilité publique, établissement des servitudes pour la mise en conformité des périmètres de protection et établissements des servitudes d’accès aux ouvrages.

Monsieur le Maire ouvre la séance et fait connaître que la réunion a pour but de lancer la procédure visant à obtenir les autorisations pour exploiter le captage par galerie du Merlat implanté lieu-dit « le Merlat » (section B feuille n°2) commune de TREILLES et dont les eaux sont destinées à la consommation humaines.

Il rappelle que, d’après la législation en vigueur, la déclaration d’utilité publique des travaux est indispensable pour autoriser la dérivation des eaux captées, acquérir les terrains nécessaires à la réalisation des périmètres de protection rapprochée et éloignée, afin de préserver le point d’eau, de toute pollution éventuelle.


Il invite alors le Conseil Municipal à engager les démarches nécessaires pour la déclaration d’utilité publique des travaux de prélèvement et d’instauration des périmètres de protection ainsi que l’autorisation requise au titre de la loi sur l’Eau.

Oui cet exposé, et après avoir délibéré, le Conseil Municipal

- **Demande** à ce que soient élaborées les études préalables sur l’ensemble des captages de la commune ;
- **Prend** l’engagement de conduire à son terme la procédure instaurant les périmètres de protection du captage jusqu’à l’enregistrement à la conservation des hypothèses des éventuelles servitudes et à la mise à jour des documents d’urbanisme existants ;
- **D’indemniser** les usiniers, irriguants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu’ils auraient pu rencontrer à condition de prouver qu’ils ont été causés par la dérivation des eaux ;
- **Décide** de réaliser les travaux nécessaires à la protection du captage, de mener à bien les études indispensables à l’aboutissement de la dite procédure ;
- **Demande** que soient instaurées les servitudes d’accès aux ouvrages ;
- **D’acquérir** en pleine propriété, par voie d’expropriation, à défaut d’accord amiable, les terrains nécessaires à la réalisation des périmètres de protection immédiate ;
- **D’inscrire** à son budget les crédits nécessaire à la réalisation du projet, aux frais de procédures, d’entretien, d’exploitation et de surveillance des installations, ainsi que ceux destinés à faire face aux travaux, aux grosses réparations et autres dépenses extraordinaires ;
- **Donne mandat** à Monsieur le Maire pour l’élaboration du dossier d’enquête ;
- **Donne mandat** à Monsieur le Maire d’engager des démarches pour l’obtention des aides en subventions nécessaires au projet, de solliciter le concours financier de l’Agence de l’Eau et du Conseil Général de l’Aude, tant aux stades des travaux et des études préalables qu’à ceux de la phase administrative et de la phase ultérieure de publication des servitudes administratives ;

- **Donne mandat** à Monsieur le Maire pour signer tous les documents relatifs à cette opération ;

- **Confie** au Cabinet **GAXIEU** domicilié 1 bis place des Alliés, 34 555 Réziers l’établissement des études préliminaire et du dossier d’autorisation, ainsi que la fourniture éventuelle de complément d’information nécessaire à la déclaration d’utilité publique, l’enregistrement des servitudes à la conservation des hypothèques et les éventuelles procédures d’expropriation et d’indemnisation des servitudes.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Pour copie conforme.
Au registre sont les signatures.

Le Maire,